

● (1640)

Je précise tout d'abord que nous avons commencé à nous préoccuper de la situation au Salvador bien avant qu'éclatent les difficultés actuelles. Nous avons fait tout ce qu'il nous était possible d'entreprendre dans le domaine des droits de la personne. L'été dernier, lors de la Conférence internationale de Copenhague, nous avons appuyé la résolution visant à exprimer nos préoccupations à l'égard du régime. Nous avons dit au gouvernement salvadorien que nous voyions d'un très mauvais œil la violence et les violations des droits de la personne dont il se rendait coupable. Actuellement, notre pays collabore avec d'autres délégations à Genève en vue de faire adopter, par la Commission des droits de la personne, une résolution mettant en demeure toutes les parties salvadoriennes de cesser de commettre des exactions et de violer les droits de la personne et visant à faire cesser la livraison d'armes à tout groupe de ce pays. La résolution préconise un règlement politique pacifique des problèmes du Salvador ainsi que la nomination d'un rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la question.

Deuxièmement, le Canada s'occupe du sort des Salvadoriens qui ont fui leur pays. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés vient en aide à ceux qui ont trouvé asile dans la région. Dernièrement, le Canada a porté son budget régulier de 2.5 millions à 4 millions de dollars pour ces activités. Le Canada fait une contribution de \$250,000 à la Croix-Rouge, ce qui représente environ 10 p. 100 de la somme que cet organisme espère réunir pour secourir les Salvadoriens.

Quelles que soient les initiatives que nous prendrons pour venir en aide aux personnes concernées par cette tragédie et quelles que soient les recommandations à court terme que nous présenterons cet après-midi à la Chambre, un fait reste clair. L'évolution de la situation au Salvador ne saurait être replacée dans une tendance générale qui se dessine dans un monde où l'on voit d'un côté des régimes concentrer des pouvoirs dont ils s'emparent en faisant fi des règles de la démocratie et d'un autre côté des gouvernements s'être révélés incapables, pendant des décennies, voire des siècles, de donner à leur peuple le minimum de justice sociale qui existe dans les démocraties occidentales.

Si le gouvernement extrémiste au pouvoir actuellement au Salvador devait être remplacé par un autre gouvernement extrémiste d'une autre obédience, ce pays pourrait devenir un autre Cuba. On dit déjà que le Nicaragua est devenu un autre Cuba. Ils se pourrait donc très bien que d'autres pays des Amériques centrale et latine connaissent le même sort. Il n'y a que 20 ou 30 ans que les États-Unis ont vu, à leur grande consternation sans doute, le gouvernement de Batista à Cuba remplacer par celui de Castro. Il faudrait tâcher de comprendre pourquoi et comment cela est arrivé. Je sympathise avec les craintes et les préoccupations du député d'Edmonton-Sud (M. Roche), mais néanmoins, je l'invite instamment, comme tous les autres députés, à faire un effort pour comprendre les raisons qui incitent certains pays à accepter un régime totalitaire.

Pour comprendre ce qui se passe au Salvador, il ne suffit pas de remonter quelques mois en arrière. Il faut se demander pourquoi ce pays traverse actuellement cette période troublée. Sommes-nous en présence d'une situation où des réformes essentielles, telles la réforme sociale, le partage des richesses, la réforme agraire et d'autres expressions de la justice fonda-

### *El Salvador*

mentale, ont été négligées pendant tellement longtemps que tôt ou tard, le peuple, opprimé, demande des comptes à son gouvernement?

Il est de plus en plus évident que dans un certain nombre de pays, la population commence à contester les oligarchies établies, de gauche ou de droite, qui se sont emparées du pouvoir par la violence, probablement avec l'appui de certaines puissances étrangères. Il se pourrait très bien que ce soit toute l'Amérique centrale et non seulement le Salvador qui soit menacée. Si tel était le cas, les conséquences seraient très graves. Les troubles pourraient s'étendre vers le nord jusqu'aux régions pétrolières du Mexique. Serons-nous alors capables de justifier alors un intérêt exclusif pour la situation salvadorienne? Évidemment pas.

A mon avis, une lourde tâche nous attend. Il nous faut expliquer à nos amis américains les origines de la crise salvadorienne. Il nous faut leur faire comprendre qu'au delà des considérations de lutte pour le pouvoir existent des considérations d'ordre social dont il faut tenir compte. Comme l'a clairement démontré l'expérience de Cuba, il ne suffit pas, à long terme, de soutenir un régime pour être assuré qu'il demeurera au pouvoir. La leçon que l'Occident devrait avoir tirée de cette expérience est aussi valable aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans. Nous ne pouvons pas examiner ces événements par le petit bout de la lorgnette. On ne peut les isoler de l'absence de réforme sociale, de système équitable de partage des richesses, de mécanismes démocratiques de changement et de partis démocratiques. Tant que nous jugerons que ces pays font partie de régions dont dépend notre sécurité, mais non de régions où la sécurité d'un pays est en jeu à cause de certaines imperfections sociales fondamentales—pour m'exprimer avec modération—nous ne nous attaquerons pas au cœur du problème. Nous courons alors le risque de nous intéresser uniquement aux symptômes, comme nous le faisons peut-être dans le débat en cours.

Le nouveau président américain doit prouver que les États-Unis maîtrisent la situation et peuvent contrecarrer l'influence de Cuba et de certains autres pays. A la longue, cette initiative ne sera pas efficace si on néglige de remédier aux injustices dans la répartition des richesses et de mettre un terme aux menaces iniques que profèrent les gouvernements pour s'agripper au pouvoir. Si les Américains veulent conserver notre appui, ils devront nous prouver ainsi qu'à d'autres pays qu'ils sont disposés à aborder la situation en Amérique centrale en demeurant sensibles aux forces sociales en jeu.

La situation au Salvador manifeste une certaine dynamique qui rappelle dangereusement ce qui s'est passé dans d'autres pays qui sont devenus les victimes de gouvernements extrémistes. Par conséquent, il est bon que nous ayons un débat aujourd'hui à la Chambre, car cela nous donnera l'occasion d'examiner la situation dans un contexte plus vaste. Le contexte que je voudrais tenter de décrire englobe un certain nombre de pays qui parviennent à maturité. Ils ont maintenant accès à des moyens de communication internationaux, comme la radio et la télévision. Ils commencent à comprendre combien la vie peut être différente dans une conjoncture différente. Ils font l'enjeu de campagnes de propagande de la part de divers systèmes de gouvernements dans le monde. Il y fleurit toutes les formes d'activisme politique, à saveur étrangère plus sou-